

Série Armes nucléaires - Trombinoscope n°4

4 - Quelques personnalités qui remettent en cause la dissuasion nucléaire française ou se posent des questions à son sujet

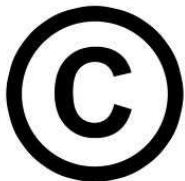
Étienne Godinot

- 22.04.2014



Institut de recherche sur la
Résolution
Non-violente des
Conflits

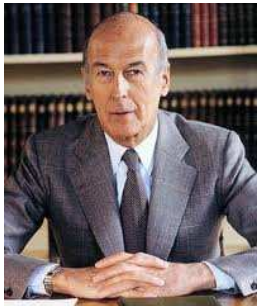
Précision



Les images présentées dans ces diaporamas nous ont été fournies par des sources diverses.

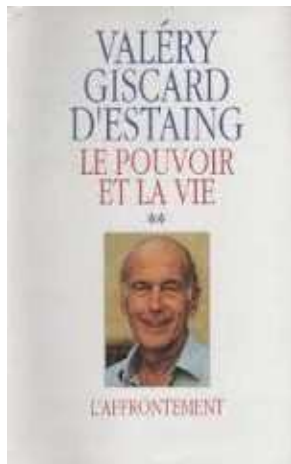
Ne pouvant nous assurer qu'elles ne sont pas soumises au régime des **droits d'auteur**, nous prions leurs ayants-droit éventuels de nous préciser s'ils souhaitent que nous les retirions.

Valéry Giscard d'Estaing



Né en 1926, homme d'État français. Président de la République de mai 1974 à mai 1981, durant la guerre froide entre l'Occident et l'Union Soviétique. Au sujet d'un scénario d'invasion massive des forces soviétiques en direction de l'Europe de l'Ouest, écrit en 1992 dans ses Mémoires :

« Une conclusion se fait jour peu à peu : ni de loin, où je suis, ni sur le terrain, où se situent les responsables militaires, la décision d'employer l'arme nucléaire tactique n'apparaît opportune. (...) Quoi qu'il arrive je ne prendrai jamais l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France. »



Commentaire de Jean-Marie Muller : « Il est toujours facile d'élaborer en chambre, d'écrire ou de proclamer sur une estrade une rhétorique vantant les mérites de la dissuasion nucléaire en assurant qu'elle est garante à la fois de la grandeur de la France et de la sécurité des Français. Mais lorsque survient le moment du passage à l'acte qui est l'épreuve de vérité de la dissuasion nucléaire, il apparaît clairement que la rhétorique n'a aucune prise sur la réalité. La rationalité supposée de la doctrine s'efface alors pour céder la place à l'irrationalité la plus totale. »

Michel Rocard

Né en 1930, homme politique français. Premier ministre (1988-1991), premier secrétaire du *Parti socialiste* de (1993-1994), député européen puis sénateur.

Dans *Le Monde* du 15.09.2009, Michel Rocard et Alain Juppé disent leur conviction que l'arme nucléaire a fait son temps et qu'il convient d'en "réexaminer le rôle".

« Tous les gouvernements depuis toujours et surtout tous les partis politiques qui font campagne disent toujours qu'il faut couper dans les dépenses publiques, elles ne disent jamais dans lesquelles. Alors, je vais jouer les provocateurs. Moi, j'ai une idée. On supprime la dissuasion nucléaire, 16 milliards d'euros par an qui ne servent absolument à rien. »* 19 juin 2012, BFM.TV

*** ce chiffre, en réalité, correspond au coût de la dissuasion sur cinq ans...**

Le 26 juin, revenant sur sa « petite phrase », M. Rocard déclare sur *France Inter* :
« J'ai fait là une boutade. Le sujet est si lourd que, s'il faut le mettre en cause, il faudra le faire prudemment et avec du temps pour discuter, du temps pour s'écouter avec des arguments sérieux et des démonstrations. »



Bernard Norlain



Né en 1939, Général directeur de formation à l'*École de l'air* (1982 à 1984), chef du cabinet militaire du Premier ministre Jacques Chirac puis de Michel Rocard (1986 à 1989), Général de division aérienne (1989) puis Général de corps d'armée aérien (1990), ex-directeur de l'*Institut des Hautes Études de Défense Nationale* (IHEDN, 1994 à 1996), membre de l'organisation internationale *Global Zero Initiative*.



« L'arme nucléaire est inutile, elle n'a plus de pertinence stratégique. Elle est coûteuse : 3,5 milliards d'euros par an, plus les coûts cachés. Elle est dangereuse, elle devient un facteur d'instabilité, elle présente un risque de déclenchement involontaire permanent, de banalisation et de prolifération. De telles armes sont totalement inadaptées au contexte international »

« Ne sommes-nous pas confrontés à de nouveaux défis qui réclament des réponses nouvelles, alors que notre réponse est une crispation sur un dogme, celui de la dissuasion ?(...) »

Paul Quilès

Né en 1942, polytechnicien, ingénieur dans le secteur de l'énergie puis homme politique français, ex-député socialiste, ex-Ministre de la Défense (1985-1986), ex-Président de la *Commission de la défense nationale et des forces armées* de l'Assemblée nationale (1997-2002), Maire de Cordes-sur-Ciel.

« On mentionne souvent cette arme comme une assurance-vie pour le pays. En réalité les assurances-vie ne servent qu'aux survivants, la bombe s'apparente plutôt à une assurance-mort. Et si c'est une assurance-vie, au nom de quel principe interdire aux autres pays d'en disposer ? Si la dissuasion interdit toute attaque nucléaire, pourquoi prévoir un coûteux bouclier anti-missiles, dont l'existence signe l'échec de la logique de dissuasion ? (...)

Il est indispensable et urgent de sortir de ce "mensonge" français fait d'approximations, de contre-vérités, de slogans répétés à l'envi, de silences et d'arguments d'autorité. »



Michel Dubost



Né en 1942, Français, fils d'un général d'artillerie, *Sciences Po* Paris, auditeur de l'*IHEDN*, évêque catholique du diocèse d'Évry Corbeil-Essonnes, évêque aux armées françaises d'août 1989 à avril 2000, ex-président de la commission *Justice et Paix* France.

« Nous pouvons légitimement, aujourd'hui, nous interroger sur la nécessité de posséder une arme atomique, car, à vue humaine, il n'y a pas d'ennemi réel (de toute façon, on ne lutte pas contre le terrorisme avec une bombe) ».

(10 mai 2010)

Jean-Claude Thomann

Né en 1947, diplômé de l'école militaire de St Cyr, opérations au Tchad, Rwanda, Kurdistan, Cameroun, Sénégal, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, commandement de la Force d'Action Terrestre, général de corps d'armée (en retraite).



Fait circuler en octobre 2013 le *Manifeste des Sentinelles de l'agora pour la sauvegarde des armées*, qui "regroupe de manière informelle des officiers généraux et supérieurs des trois armées, de sensibilités diverses, mais ayant de multiples expertises et membres de nombreuses associations et institutions de Défense."

Ce Manifeste, qui préconise aussi "*des citoyens en armes*", demande "*un budget décent qui permette à nos soldats de disposer de l'entraînement et des équipements nécessaires, et au politique de s'engager sans le soutien déterminant des États-Unis, tout en évitant **le stupide tout ou rien nucléaire.***"



Pierre Lellouche

Né en 1951, avocat et homme politique français, député *UMP* de Paris, ex-secrétaire d'État chargé des Affaires européennes puis du Commerce extérieur.

Regrette que le « *budget de la Défense soit en quelque sorte examiné à huis clos* » et mentionne sa crainte que cela conduise « *tout droit à un choix entre forces de dissuasion et forces de projection, qui commencent à être réduites de façon significative. (...)* »

La grande différence entre la situation de notre défense et celle du Royaume-Uni tient au fait que le dispositif nucléaire britannique est peu coûteux, ou en tout cas beaucoup moins que le nôtre. L'Allemagne, elle, n'a pas de dispositif nucléaire du tout : c'est donc paradoxalement l'armée allemande qui deviendra la première armée d'Europe ! »



Vincent Desportes



Né en 1953, général de division de l'Armée de Terre française, commandant du *Centre de doctrine et d'emploi des forces* (2005-2008), directeur du *Collège interarmées de défense -CID*, (2008 -2010), codirecteur de la collection *Stratégies & doctrines*.

« L'armement conventionnel est plus dissuasif face aux nouvelles menaces. Il n'y a plus d'argent (...) Si on ne touche pas à la dissuasion, il n'est pas possible de faire le nouveau Livre Blanc. Il n'y a plus d'intérêt à garder une arme qui coûte 20 % du budget et n'a aucune chance de servir. »

Le Monde, 23 juin 2012. Le général Desportes s'est rétracté 5 jours plus tard (Le Monde du 28 juin 2012) dans un langage plus "militairement correct" : « Je n'ai jamais émis une idée aussi radicale et demeure partisan de la dissuasion française. J'estime en revanche qu'il est nécessaire de faire évoluer notre dogme et conduire une réflexion de fond ».

Hervé Morin



Né en 1961, homme politique français. Député de l'Eure, président du *Nouveau Centre*, ministre de la Défense des deux premiers gouvernements François Fillon (2007-2010). Affirme la nécessité d'abandonner la seconde composante de la dissuasion nucléaire française, les Forces aériennes Stratégiques.

« Le nucléaire, c'est 20 à 25 % des crédits d'équipement des armées(...) Que va-t-il rester pour les armées conventionnelles, dont nous avons besoin tous les jours ? (...) . La deuxième question (...) est celle de la nécessité de maintenir deux composantes pour assurer notre sécurité et notre souveraineté. (...) Les Anglais se sentent-ils tant en danger avec une seule composante ? (...) Dans quel schéma de crise une seule composante ne suffirait-elle pas pour nous protéger de toute agression contre nos intérêts vitaux ? François Mitterrand (...) avait su supprimer la composante terrestre. » ■